

UN KRACH DANS LA CRISE

Comparaison avec 1929 et solutions nouvelles

Paul Boccara



Afin d'éclairer les solutions nouvelles, on peut comparer de façon très schématique, en quelques points simplifiés, le krach boursier de l'automne 1987 à celui de l'automne 1929.

I. Quelques points communs avec le krach de 1929

1) La spéculation boursière a gonflé la valeur des titres et leur masse à partir surtout de l'attraction des plus-values boursières et de l'utilisation du crédit, entraînant la boule de neige de ces plus-values, à partir d'une hausse initiale des titres.

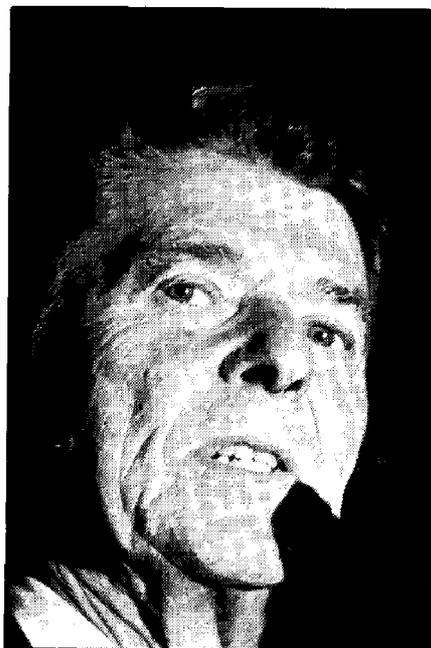
Exemple simplifié : on achète à crédit, avec seulement 1 000 francs, pour 5 000 francs d'actions. Si les actions voient leur valeur monétaire augmenter de 20 % cela fait 1 000 francs sur 5 000 francs. D'où un taux de profit de 100 % ou le doublement de la mise initiale de 1 000 francs (sous réserve de l'intérêt à payer). Si c'est une société qui emprunte pour spéculer, alors ses propres actions peuvent monter de plus de 20 % (en bénéficiant des plus-values de ses avoirs), tandis qu'on peut encore spéculer à crédit sur les actions de cette société, etc. Evidemment l'arrêt de la hausse des valeurs, et l'élévation du taux d'intérêt peut entraîner des pertes. La baisse des valeurs de 20 % entraîne la perte de toute la mise dans l'exemple précédent.

2) Un potentiel considérable de surproduction, dû à l'excès d'exploitation des travailleurs et à l'excès durable d'accumulation des capitaux est

au fondement de l'effondrement financier initial, et non simplement un gonflement de la sphère financière par rapport à la sphère réelle.

Ainsi pour 1987, l'ampleur persistante du déficit commercial américain (à côté des déficits industriels français, etc.) au lieu de renvoyer à un alibi pour les autres pays, exprime à sa façon la montée des limites des débouchés dans les conditions de la politique d'austérité de tout le monde capitaliste.

3) Les dirigeants politiques de droite et « de gauche » comme les « spécialistes » officiels et des médias, ont intoxiqué la population (en s'intoxiquant eux-mêmes) sur le thème « la montée de la Bourse c'est merveilleux ». Ils tendent à continuer sur le thème « la situation économique est fondamentalement saine... ça va s'arranger », toujours pour ne pas contrarier les intérêts établis, faire soutenir les gros financiers par les petits porteurs, désarmer les luttes, cautionner les fuites en avant des soutiens étatiques du capital financier.



4) C'est sur de nouvelles difficultés profondes de la production et de l'emploi que le krach financier doit déboucher, avec de graves antagonismes économiques internationaux et de nouvelles tentatives d'agression contre les travailleurs.

Ainsi nous allons vers une nouvelle et sérieuse récession (recul) de la production et de l'emploi ainsi qu'à une aggravation de la dépression dans le monde capitaliste.

En effet : premièrement, la réduction des valeurs monétaires des titres amassés, pousse à des diminutions des consommations (de luxe) et à des freinages accrus des investissements réels déjà très insuffisants dans les entreprises. Deuxièmement, les efforts de réduction des déficits budgétaires, particulièrement des États-Unis (pour dit-on limiter l'endettement public et sa pression sur les taux d'intérêt) par l'augmentation des impôts et par la réduction des dépenses va réduire la demande globale. Troisièmement, cependant la pression à la hausse des taux d'intérêt est maintenue, pour lutter contre la baisse des monnaies (dollar, franc) en attirant des fonds étrangers et permettre la poursuite de l'endettement public. Quatrièmement, l'effort accru d'exportation des États-Unis et de limitation de leurs importations va se répercuter sur les autres pays (la plupart en déficit comme la France) sans que ceux-ci (malgré quelques mesures allemandes et japonaises) puissent du tout offrir un débouché suffisant. Cinquièmement, partout la justification, par les difficultés boursières et monétaires, de l'attaque renforcée contre les salaires, l'emploi, les consommations sociales, contribue de façon décisive à l'éclatement de nouveaux « sureffectifs » et surcapacités dans la production.

5) Des transformations de structure sont nécessaires pour sortir des cercles vicieux de la crise de structure profonde du capitalisme et de ses fuites en avant, notamment au niveau du financement de l'économie réelle et de la gestion des entreprises, sous la pression de luttes nouvelles, au plan national et international.

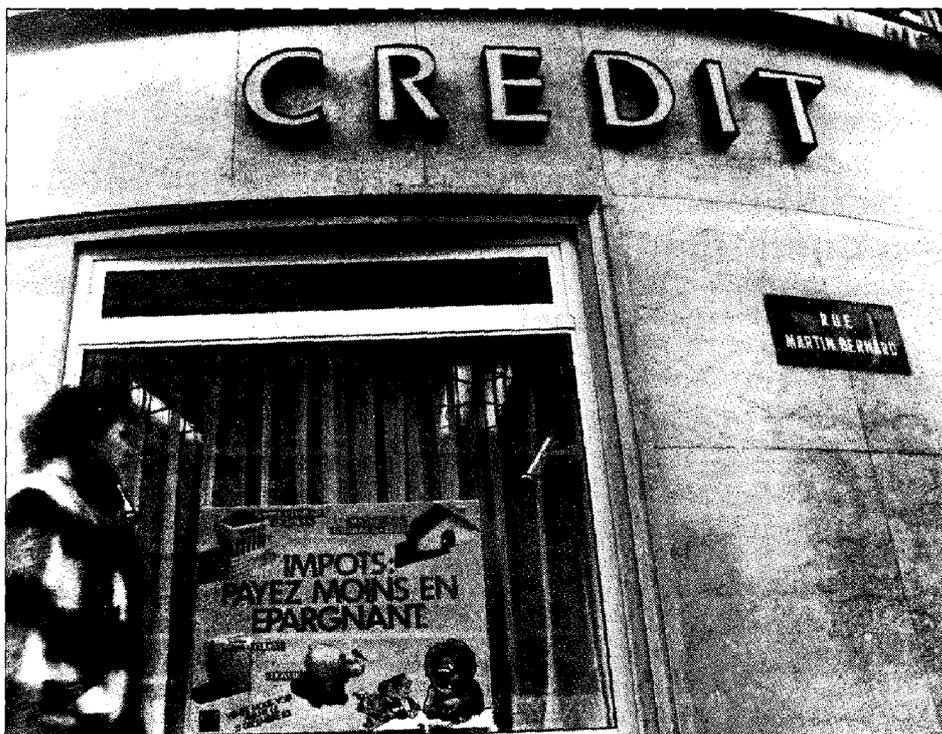
II. Différences avec le krach de 1929, au plan monétaire et financier

1) Les conditions monétaires nouvelles : cours forcé des monnaies, étatisation des Banques Centrales, décrochage officiel des monnaies par rapport à l'or, dollar papier (ou écriture) - monnaie internationale, tout cela favorise une croissance financière multinationale sans précédent. Et aussi, la crise des changes entre monnaies, relancée immédiatement par le krach boursier, est profondément différente, mettant en cause notamment la domination du dollar, le problème de l'écu, etc.

2) Les institutions et entreprises publiques, institutions financières publiques et para-publiques, entreprises bancaires et industrielles nationalisées, gérées en fonction des critères de rentabilité financière dominant l'ensemble de l'économie, ont participé elles-mêmes massivement à la croissance financière contre la croissance réelle. D'où la question nouvelle posée, au-delà de l'extension du secteur public, des critères d'utilisation des fonds dans le secteur public et dans son environnement privé.

3) Un freinage de la production réelle et de l'investissement productif déjà comparable à celui qui a suivi 1929, avait dégagé depuis des années une masse de capitaux liquides pour une croissance financière beaucoup plus formidable, sans qu'un krach financier ait d'abord éclaté, en raison notamment du soutien public de l'investissement financier.

4) La déréglementation et l'interconnexion des différents marchés monétaire et financier au plan national et international a atteint un degré inouï, permettant la mobilisation de masses gigantesques, des



mouvements de fonds extrêmement rapides, l'échaffaudage dangereux entre différentes sortes de titres (les uns couvrant les autres). En France, la suppression des réglementations internes et vis-à-vis de l'extérieur instaurées après la crise de 1929 et la dépression des années 30, comme la création d'un grand nombre de nouveaux titres (permettant d'émettre du papier sur toutes sortes de bases : trésoreries, etc.) ont été pour l'essentiel l'œuvre des gouvernements socialistes et surtout de P. Bérégovoy. L'utilisation des ordinateurs et moyens de communication nouveaux n'a fait que fournir un support technique à cette explosion boursière, et donc au caractère beaucoup plus ample et unifié du krach.

5) L'énormité des dettes publiques du Tiers-Monde, des pays capitalistes moyens comme la France et encore davantage des États-Unis est beaucoup plus formidable. Tandis que les Bons du Trésor, notamment en dollar, jouent un rôle beaucoup plus important sur le marché financier (1).

En liaison avec cet endettement, qu'il a à peine freiné, un immense effort de privatisation a été engagé en Europe Occidentale. Des entreprises publiques ont été vendues en Bourse à de gros capitalistes pour les noyaux de contrôle, mais aussi à des millions de petits et moyens porteurs pour leur faire alimenter le marché et aussi

pour les gagner au capitalisme par l'appât de gains faciles sur les prix de lancement des actions.

6) Entre tous les pays capitalistes, les antagonismes monétaires et financiers sont considérablement avivés. En même temps, de façon nouvelle, on assiste à des bras de fer sur des compromis pour la répartition des difficultés et des avantages entre ensembles capitalistes, comme dans la tentative d'une organisation internationale et supranationale.

Ces bras de fer et recherches de compromis en cascade, confrontent essentiellement États-Unis/Japon et États-Unis/RFA, mais aussi RFA/France, etc. Ils portent sur les taux d'intérêt, les taux de change, les relations entre banques centrales et institutions financières, les déficits budgétaires et les dettes publiques, les dépenses militaires, etc. Les États-Unis s'efforcent d'obtenir des appuis et des relais de la domination du dollar par des zones où domineraient avec lui le D. Mark

(1) Ainsi le déficit budgétaire des États-Unis et la nécessité d'attirer les placements étrangers en bons du trésor américain (jointes aux besoins d'endettement des autres États comme la France) ont poussé à la hausse les taux d'intérêt.

Le déficit commercial persistant des États-Unis malgré la baisse du dollar a fait craindre une chute du billet vert. Ce qui a poussé encore au relèvement des taux d'intérêt pour augmenter les placements en dollar et la demande de dollars.

Cette hausse renforcée des taux d'intérêt jointe au plafonnement des plus-values boursières a été le « déclencheur » qui a initié le processus de réduction des achats à crédit et de vente massive d'actions, provoquant le krach boursier.

(par l'intermédiaire de l'Ecu) ou le Yen. Mais leurs interlocuteurs cherchent à tirer le plus possible la couverture de leur côté.

Ces compromis prétendent rechercher l'équilibre, la sécurité, la relance de la croissance, mais se faisant sur le dos de tous les peuples (austérité), des pays en voie de développement, des pays capitalistes moyens (comme la France et d'autres pays européens), au bénéfice de collaborations entre grands groupes financiers et sans dépasser les antagonismes fondamentaux, ils n'évitent évidemment pas la récession et seront précaires. Ils préparent au contraire de nouvelles fuites en avant et difficultés et de nouveaux affrontements.

III. Différences avec 1929 au plan de la production et de la consommation réelles

1) **Le krach survient plus tard dans la crise de structure**, c'est-à-dire la phase de difficultés durables du cycle capitaliste de longue période. Après le tournant vers la longue phase de difficultés de 1914-20 et la crise de surproduction de 1920-21, la crise de 1929-30 est la suivante. Après le tournant de 1967-74 et la crise de 1973-74, les années 1970 (avec notamment l'expansion des crédits aux pays dits en voie de développement) débouchent sur la crise suivante de 1980-81 sans encore de krach financier majeur (malgré l'alerte monétaire-financière de 79-80).

Certains déclarent qu'on n'assistera pas à un effondrement réel comparable à celui qui a suivi 1929-30. Mais, pour faire image, en 1929-30 l'économie était debout et elle est tombée. Maintenant elle s'est auparavant graduellement affaïssée et c'est l'économie capitaliste déjà couchée, avec ses masses de chômeurs durables qui subit le krach financier.

2) **L'importance beaucoup plus grande du secteur public et de l'économie dite mixte**, au-delà de la sphère monétaire-financière, dans la production et la consommation, en liaison avec le caractère beaucoup plus multinational des grands groupes financiers et de leurs coalitions.

3) **Le poids considérablement accru dans l'économie réelle du monde** : — des pays en voie de développement et des pays socialistes, — et des tendances nouvelles à la constitution d'ensembles zonaux, comme la Communauté Economique Européenne, ou au développement de coproductions internationales.

4) **Une véritable révolution technologique**, la révolution informationnelle de l'automation et de l'informatique pour la production matérielle et les services. Cela entraîne deux tendances nouvelles liées et antagonistes ainsi que la question de leur dépassement. D'une part, des économies beaucoup plus grandes d'investissement productif et d'emploi sont possibles relativement à une même production ou à un même service. D'où la plus grande croissance financière possible aussi dans les conditions de la crise, d'autant plus que les dépenses de recherche et de formation poussent à l'endettement nouveau des États. Désormais le chômage massif peut toucher non seulement la production mais les services.

D'autre part, les dépenses publiques (décentralisées) peuvent être beaucoup moins gaspilleuses (au-delà des gâchis des formidables dépenses militaires) en contribuant à un nouveau type de croissance développant les populations de façon prioritaire. Mais cela suppose des transformations fondamentales dans les conditions de



financement et dans les règles de gestion des entreprises, pour rompre plus ou moins avec les gâchis imposés par les exigences de la rentabilité financière.

IV. Originalité des solutions possibles immédiates et à plus long terme

1) **Au-delà de l'arrêt des privatisations et des renationalisations, de nouveaux critères d'utilisation des fonds** sont sans doute en cause. Concernant les entreprises publiques surtout mais aussi les privées, le crédit mais aussi la production et les services, ces transformations devraient aller bien au-delà des modifications introduites à l'issue de la crise de structure de l'entre-deux-guerres. Alors, il y avait eu simplement réduction — provisoire — (ayant pu aller jusqu'à l'annulation) de l'exigence de rentabilité pour eux-mêmes des capitaux des entreprises publiques et des financements publics et para-publics. Mais c'était pour relever la rentabilité par ailleurs, d'où la contradiction qui a conduit à la crise du capitalisme monopoliste d'État et aux exigences de rentabilité financière des entreprises publiques elles-mêmes.

Maintenant il s'agirait de faire avancer des critères d'utilisation nouveaux des fonds, favorisant le développement efficace de l'emploi et de la production réelle. C'est ainsi que nous avons proposé des critères d'efficacité sociale des capitaux, les économisant relativement à la création de valeur ajoutée réelle, en liaison avec des dépenses accrues de développement des hommes, grâce à la croissance de la valeur ajoutée restant disponible pour les travailleurs et les populations.

2) **Il ne s'agit pas du tout de prendre simplement des mesures en faveur de l'investissement productif** (détaxation, etc.). C'est ce que proposent actuellement R. Barre et des socialistes, oubliant combien ils ont au pouvoir eux-mêmes favorisé la croissance financière contre la production réelle. En effet, si l'investissement productif se fait sous contrainte de rentabilité capitaliste, on

va, comme en ce moment, acheter des machines pour remplacer des travailleurs (et diminuer la masse salariale) avec une production peu ou pas augmentée. Mais cela entraîne l'insuffisance des débouchés et du développement des capacités humaines. Donc de nouveau des difficultés de la production réelle et de l'emploi, et un renouveau des pressions en faveur de la croissance financière, se faisant par exemple davantage sur les titres publics, les monnaies, etc. Ce sont les critères d'utilisation des fonds dans la production réelle elle-même qu'il faut mettre en cause.

3) Dans l'immédiat et en France, on peut proposer de lutter directement contre la croissance financière et en faveur de la croissance de l'emploi efficace, d'un nouveau type de croissance de la production réelle.

Dans chaque entreprise, les travailleurs peuvent immédiatement exiger de réduire l'accumulation financière, en faisant des propositions d'augmentation de la production réelle et de l'emploi efficace avec de nouvelles coopérations.

Les taux d'intérêt doivent être relevés pour les opérations financières, mais abaissés pour la croissance de l'emploi efficace. On doit aussi taxer les opérations financières et les exportations de capitaux, rétablir le contrôle des changes.

A l'inverse, il ne faut pas seulement des conditions de faveur du crédit à la croissance de l'emploi efficace. Il s'agit d'une refonte graduelle des critères de distribution du crédit, des financements publics et para-publics dans les institutions financières, d'utilisation des fonds des entreprises publiques. Le but doit devenir de plus en plus **une efficacité des fonds relativement à la croissance de la valeur ajoutée en volume produite et à l'emploi en quantité et en qualité permettant cette progression** efficace de la masse de la valeur ajoutée produite. Des **Fonds Régionaux** de coordination des crédits en général et des financements de type public en particulier, en vue de cette efficacité nouvelle, et de coopérations entre entreprises françaises à cette fin devraient être instaurés, favorisant les interventions concertées des travailleurs dans les gestions.



4) De nouvelles coopérations internationales sont indispensables sur la base de coopérations franco-françaises.

Le but ici aussi serait la progression **des deux côtés** de la production efficace de valeur ajoutée, de l'emploi et des niveaux de vie sur la base d'une productivité supérieure développant les hommes, avec notamment des co-productions (2). La France, pays capitaliste développé et moyen particulièrement menacé en Europe, peut sur cette base prendre l'initiative de rapprochements nouveaux avec les pays du Tiers-Monde et les pays socialistes en liaison avec d'autres relations de rééquilibrage pour la croissance réelle de tous dans la Communauté Européenne. C'est dans ce sens que doivent être réorganisées les relations monétaires et financières dans la CEE et un nouveau système monétaire et financier international. Il s'agit notamment de maîtriser les marchés contre les mouvements spéculatifs et de s'appuyer sur des mesures en volume (c'est-à-dire en prix constant) dans des accords d'échange

et de co-production pour favoriser la croissance réelle efficace et le développement des populations.

5) C'est une transformation culturelle de portée révolutionnaire qui est en cause

Il s'agit de faire reculer le fétichisme de la monnaie symbolique (papier, etc.) contre la croissance réelle, mais aussi celui des machines contre les hommes producteurs et consommateurs, contre le développement des capacités humaines et de la vie sociale. L'idéologie contre-révolutionnaire du culte de la rentabilité financière et des gagneurs rusés peut reculer devant de nouvelles valeurs éthiques conjuguant solidarité, responsabilité et promotion de tous, avec efficacité de la production réelle et maîtrise des équilibres économiques, depuis l'entreprise et la région jusqu'au niveau national et international. ■

(2) Des propositions immédiates ont pu être avancées pour des coopérations France-Afrique dans la production et la consommation pétro-chimiques. Des coopérations France C.E.E.-Tiers-Monde-Pays socialistes peuvent avancer dans la co-production d'équipements correspondant aux nouvelles technologies.